

CAP Finistère

Dimanche :
2^e tour
des Législatives !



Penn Ar Bed

L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste

ISSN 1269-0791 - 0,50 euro

N° 1192

VENDREDI 16 JUIN 2017

Dispensé de timbrage BREST CTC

Pour le pluralisme



Nos candidats en lice pour le second tour

**CAP
FINISTÈRE**
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 15/6/2017



Dimanche, les électeurs ont répondu à la question qui leur été posée : voulez-vous confirmer votre choix du 23 avril et donner une majorité parlementaire au Président Emmanuel Macron ? Ils ont clairement répondu oui. On sait maintenant que La République en marche disposera d'une large majorité à l'Assemblée nationale.

La question à laquelle ils devront répondre dimanche prochain sera : voulez-vous une Assemblée nationale monocolore ou souhaitez-vous apporter du pluralisme au sein de l'Assemblée ?

L'enjeu est important. Car il n'est pas sain pour la démocratie qu'un seul mouvement dispose d'une majorité pléthorique et que des voix discordantes, sans pour autant être dans l'opposition systématique, ne puissent s'exprimer à l'Assemblée. Surtout, lorsque les élections législatives sont marquées par une très forte abstention. À peine un électeur sur deux s'est déplacé le 11 juin.

Fidèles à leurs convictions et au programme qu'ils ont défendu au premier tour, les candidat.es socialistes entendent porter une voix singulière à l'Assemblée. Voulant être utiles au pays, ils défendent une conception exigeante du rôle de député, ancré dans son territoire et annonçant, durant la campagne, les textes qu'ils soutiendront et ceux auxquels ils s'opposeront. Ainsi, le recours aux ordonnances pour modifier la loi travail ne leur semble pas être une bonne méthode dans un pays comme le

nôtre. L'augmentation de la CSG pour les retraités ne va pas dans le sens de la justice sociale.

Les députés socialistes accorderont une attention particulière à la politique éducative. Elle fut une priorité du quinquennat de François Hollande et doit le rester. Toutes les mesures qui iront dans le sens d'une amélioration des conditions d'études des élèves seront soutenues.

La transition écologique doit également être soutenue et amplifiée. En particulier après la scandaleuse décision de Donald Trump de ne pas respecter les accords de la COP21.

De la même manière, ils seront attentifs aux mesures prises pour favoriser les investissements qui doivent préparer l'industrie de demain.

Avec un taux d'abstention record au premier tour, rien n'est joué pour le second. Ce sont les abstentionnistes qu'il faudra mobiliser en leur demandant s'ils veulent vraiment qu'un seul mouvement soit hégémonique durant la prochaine législature.

Théorie du complot

Michel Onfray s'est fait une spécialité d'interpréter, a posteriori, les événements. Partant d'une théorie selon laquelle les forces du capital voulaient la victoire d'Emmanuel Macron et de son mouvement, il cherche à tout interpréter. Pour accréditer sa thèse, le philosophe en vient même à remettre en cause le résultat des Primaires de la gauche. Pour que Macron gagne, il fallait que Benoît Hamon soit le candidat du PS, donc le résultat des Primaires a été faussé. CQFD.

Cette vision du monde et de la vie politique expliquée par la théorie du complot est particulièrement dangereuse pour la démocratie. Elle revient à dire aux électeurs : votre vote ne compte pas, vous êtes manipulés. Et, inévitablement, à chercher des bouc-émissaires...

PS29

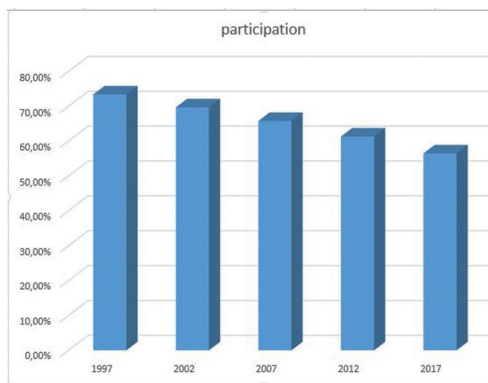
Chiffre de la semaine

1,3 million de tonnes

C'est la quantité de nourriture jetée chaque année en France. Quelques gestes simples suffiraient à réduire fortement ce gaspillage.

Après la vague...

C'est une vague électorale jamais vue qui a déferlé le 11 juin, sur la France, la Bretagne et le Finistère. Face à cette vague, ni le bilan des sortant.es, ni l'expérience des candidat.es n'a compté. Ce qui frappe à la lecture des résultats, c'est leur homogénéité : quels que soit les candidat.es, les électeurs ont voté en fonction de leur appartenance.



Une baisse de la participation inquiétante

Ce scrutin a été marqué par la plus forte abstention jamais constatée pour une élection législative, dans le Finistère. Avec une participation de 56,46 %, notre département se situe au-dessus de la moyenne nationale. Mais en 2012, elle se situait à 61,31 %. Jusqu'en 2002, la participation moyenne se situait aux alentours de 70 % (70,73 % en 1993, 70,36 % en 1997 et 69,68 % en 2002). En 2007, elle passe à 65,77 % et

ne cesse de baisser depuis. Cette forte abstention empêche plusieurs candidats d'atteindre la barre des 12,5 % des inscrits pour se maintenir au second tour. Il n'y aura aucune triangulaire au second tour dans le Finistère.

Les candidat.es La République en marche arrivent en tête dans tous les cantons du Finistère, avec des scores entre 30 et 40 %, sauf dans celui de Saint-Pol-de-Léon.

«Quels que soit les candidat.es, les électeurs ont voté en fonction de leur appartenance.»

Les candidat.es du Parti Socialiste sont les premières victimes de cette vague dans le prolongement des scores du 23 avril. Même s'ils améliorent le score du premier tour de la Présidentielle, quatre d'entre eux sont éliminés dès le premier tour. Seuls trois candidats (Jean-Jacques Urvoas, Jean-Luc Bleunven et Michaël Quernez) restent en lice pour le second tour.

Les candidat.es de la droite subissent les mêmes revers puisqu'ils ne sont présents, eux aussi, que dans quatre circonscriptions pour le second tour, dans les 4^e, 5^e, 6^e et 7^e circonscriptions. Seuls les candidats des 4^e et 5^e circonscriptions réalisent un meilleur score que celui de François Fillon.

Les candidat.es de La France insoumise ne réunissent pas l'ensemble des voix qui s'étaient portées sur Jean-Luc Mélenchon au premier tour de la Présidentielle. Mais ils rassemblent tout de même entre 10 et 15 % des voix avec un pic à 15,10 % dans la circonscription de Brest-centre où le candidat se qualifie pour le second tour.



La priorité de nos candidats

Le Front national connaît une décreue dans le Finistère où ses candidat.es divisent quasiment par deux le score de Marine Le Pen, aux alentours de 6 % (contre 13,8 % à la Présidentielle). C'est toujours dans la 8^e circonscription que le parti de Marine le Pen réalise son meilleur score avec 9,69 % des voix.

Pour le second tour, la mobilisation des abstentionnistes sera déterminante pour permettre aux candidats de gauche d'être élus.

1 ^{ère} circonscription	
Annaïg LE MEUR (En marche)	38,21 %
Jean-Jacques URVOAS (Parti Socialiste)	19,77 %
Claire GERARD LEVRY (Les Républicains)	11,87 %
Jugdeep HARVINDER (France insoumise)	9,96 %

5 ^e circonscription	
Graziella MELCHIOR (En marche)	35,78 %
Patrick LECLERC (Les Républicains)	21,53 %
Chantal GUITTET (Parti Socialiste)	14,97 %
Pascale MARCHAND (France insoumise)	10,34 %

2 ^e circonscription	
Jean-Charles LARSONNEUR (En marche)	39,99 %
Pierre-Yves CADALEN (France insoumise)	15,10 %
Patricia ADAM (Parti Socialiste)	14,10 %
Véronique BOURBIGOT (Les Républicains)	11,70 %

6 ^e circonscription	
Richard FERRAND (En marche)	33,93 %
Gaëlle NICOLAS (Les Républicains)	18,10 %
Christian TROADEC (Régionaliste)	13,88 %
Jean-Michel LUCAS (France insoumise)	11,53 %

3 ^e circonscription	
Didier LE GAC (En marche)	44,01 %
Jean-Luc BLEUNVEN (soutenu par le Parti Socialiste)	15,20 %
Christine PANAGET (France insoumise)	12,08 %
Marie-Catherine MOUCHOT (Les Républicains)	10,03 %

7 ^e circonscription	
Liliana TANGUY (En marche)	38,08 %
Didier GUILLON (Les Républicains)	16,98 %
Roland JAUQUEN (France insoumise)	14,63 %
Florence CROM (Parti Socialiste)	9,11 %

4 ^e circonscription	
Sandrine LE FEUR (En marche)	30,25 %
Maël DE CALAN (Les Républicains)	28,52 %
Julien KERGUILLÉC (France insoumise)	12,77 %
Gwenegon BUI (Parti Socialiste)	12,25 %

8 ^e circonscription	
Erwan BALANANT (En marche)	33,42 %
Michaël QUERNEZ (Parti Socialiste)	18,20 %
Emmanuel MAGNAN (France insoumise)	12,97 %
Laëtitia BODIN (Les Républicains)	9,87 %

À l'asso !

2017 sera, dans le Finistère, l'année de l'engagement associatif et du bénévolat.

L'importance du mouvement associatif a toujours été mise en avant par la majorité du Conseil départemental : le projet départemental a placé cette question au cœur de ses enjeux.

Tout au long de l'année, le mouvement associatif sera mis en valeur. L'un des temps forts se déroulera le 1^{er} juillet, à Quimper, au pôle universitaire *Pierre Jakez Hélias*. Élu.es, responsables et militants associatifs s'y retrouveront pour une journée de débats et d'échanges qui permettront de jeter les bases du livre blanc finistérien, de l'engagement et du bénévolat, et d'améliorer encore les relations entre le mouvement associatif et le Conseil départemental.

Les associations jouent un rôle de plus en plus important, dans tous les domaines : social, éducatif, sportif,

culturel... Avec 150 000 bénévoles actifs dans 12 000 associations, le Finistère est l'un des départements des plus actifs. Cela contribue à renforcer le lien social. En outre, les emplois associatifs représentent 8% de la population active.

À l'occasion de la session du 22 juin, une charte d'engagements réciproques entre le Conseil départemental et le mouvement associatif de Bretagne sera présentée. La question des relations entre les associations et l'administration est l'une des quatre thématiques de

travail des États généraux.

Cette charte vise à mieux reconnaître le rôle de la vie associative dans le Finistère et à intensifier les coopérations au service de l'intérêt général.

Les engagements sont réciproques. D'un côté, le Conseil départemental s'engage à faciliter l'engagement associatif, à renforcer la lisibilité de la politique associative départementale. Il consultera le monde associatif sur les projets le concernant.

De son côté, le mouvement associatif s'engage à mettre en œuvre une éthique du financement et de la gestion des activités associatives et à valoriser l'ensemble des ressources humaines. Il participera de façon constructive aux consultations mises en place par les pouvoirs publics.

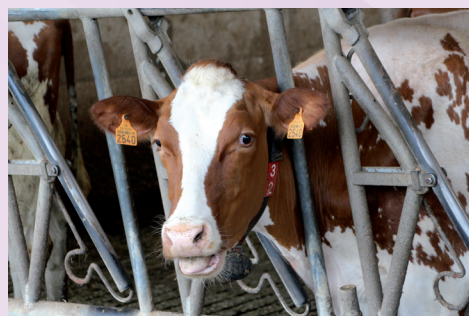
Cette charte sera signée pour une durée de trois ans. Une évaluation annuelle sera organisée.



Pour un partenariat constructif

En savoir plus

Les producteurs de lait doivent être mieux payés



C'est le message adressé par François Marc sur son blog. « *Aujourd'hui, les producteurs de lait sont clairement sous rémunérés. Un tiers des producteurs, en travaillant à plein temps, gagnent moins de 350 euros par mois, depuis la crise* », déplore le sénateur du Finistère.

Cette faible rémunération est d'autant plus choquante que les perspectives redeviennent positives dans cette filière. Le marché est en effet en train de s'assainir ; il pourrait même progresser de 5 à 10% dans les dix prochaines années, la demande de produits laitiers devant croître sensiblement dans de nombreux pays du monde, y compris en France. Dans le même temps, la production

laitière européenne baisse, et surtout en France.

Les transformateurs et distributeurs conservent de très confortables marges et réalisent des bénéfices plus qu'honorables.

Compte tenu de tous ces éléments, pour François Marc « *les laiteries et coopératives laitières doivent bien comprendre que la politique de prix trop bas pour les producteurs est une "politique du pire"* ».

Quatre ans de prison ferme



C'est la peine requise par le procureur de Quimper à l'encontre du militant d'Extrême-droite, Boris Le Lay, pour provocation à la discrimination, à la haine raciale et à la violence, injures

publiques et raciales, incitation aux crimes, menaces de mort à l'encontre d'une quinzaine de plaignants dont la Licra, la Ligue des Droits de l'Homme ou encore le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme.

L'individu a pris l'habitude d'inonder les réseaux sociaux de propos « *immondes et abjectes qui donnent la nausée* », a rappelé le procureur de la République. Encore une fois, puisque l'individu n'en est pas à son coup d'essai. Il a déjà été condamné pour avoir tenu des propos ignobles à l'encontre de Marie Gueye et Jacques Quillien.

Boris Le Lay n'était ni présent, ni représenté à l'audience. Ce Nationaliste breton aime tellement notre région qu'il préfère la regarder sur internet, depuis le Japon et poster ses insultes sur un site hébergé au Texas.

Le jugement sera rendu le 6 juillet.

Disparition

Nous avons appris avec tristesse la disparition de Bernard Huruguen, l'époux d'Armelle Huruguen.

Nous adressons à Armelle, à ses enfants et sa famille nos plus sincères condoléances.

Agenda

18 juin

Deuxième tour des
Législatives.

19 juin

19h30 : Secrétariat
fédéral au local du PS
à Brest.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1217 P 11428
N° 1192 - Vendredi 16 juin 2017
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste



SOS Méditerranée

Stéphane Broc'h

À l'invitation de la Ligue des Droits de l'Homme de Brest, Stéphane Broc'h, de l'association SOS Méditerranée, marin sauveteur à bord de l'Aquarius, a témoigné, le 5 juin à la fac de Brest.

Cap Finistère : Que faites-vous sur l'Aquarius ?

Stéphane Broc'h : Vivant à Plounévez-Lochrist je suis officier de marine marchande. J'ai eu la chance de voyager librement à travers le monde et je trouve insupportable l'idée que des milliers de personnes périssent en mer en tentant de rejoindre les côtes européennes. J'ai donc rejoint l'association SOS Méditerranée qui a affrété, en février 2016, l'Aquarius. Ce navire de 77 mètres, a une capacité d'accueil de 4 à 500 réfugiés, voire 700 en cas d'urgence, et même, dernièrement, jusqu'à 1 004, en situation exceptionnelle. Il vient au secours des réfugiés qui s'entassent sur des rafiots au péril de leur vie. La fin de l'opération mare nostrum a obligé les ONG à prendre le relais des États. Compte tenu de la vétusté des embarcations, ils sont en péril dès qu'ils quittent la côte libyenne. En 2016, 5 000 personnes ont perdu la vie. Depuis le début de la crise migratoire, 46 000 personnes se sont noyées.

Cap Finistère : Comment se passe un sauvetage ?

Stéphane Broc'h : Nous croisons dans les eaux internationales, jusqu'à 14 milles des côtes libyennes. Nous repérons les embarcations au radar ou à la jumelle. Nous sommes aussi en liaison avec le CROSS Rome qui nous indique les positions des bateaux. Lorsque nous en apercevons, nous nous approchons, nous leur expliquons que nous allons les recueillir et nous les embarquons. Une fois à bord, ils sont soignés, par Médecins sans frontières et nourris. Ensuite, en accord avec les autorités italiennes, nous les débarquons dans un port italien où ils peuvent déposer une demande d'asile. Depuis notre premier sauvetage, en mars 2016, nous avons effectué 118 opérations de sauvetage et secouru 19 096 personnes.

Cap Finistère : Comment expliquer l'inaction de l'Union européenne ?

Stéphane Broc'h : On peut effectivement parler d'inaction de l'Union européenne et plus largement de la communauté internationale. En organisant le sommet du G7 en Sicile, l'Italie a cherché à placer la question des réfugiés au cœur des discussions internationales. Mais il n'en est rien sorti, sinon l'annonce de la possibilité d'une fermeture des frontières. Pour moi, cela s'explique, de la part des États

européens, par une peur de la montée de l'Extrême-droite.

Cap Finistère : Vous décrivez la Libye comme un véritable enfer.

Stéphane Broc'h : C'est malheureusement le cas pour les réfugiés, en particulier lorsqu'ils sont noirs. Il n'y a plus d'État en Libye. Des clans, des tribus se partagent le pouvoir et exploitent les réfugiés en les rackettant et en les exploitant, y compris sexuellement. On peut parler de traite d'êtres humains. Ceux qui embarquent sur des navires de fortune sont contraints de le faire.

Cap Finistère : Quel était l'objet de la conférence que vous avez animée à Brest, le 5 juin ?

Stéphane Broc'h : Nous avons une obligation de sauvetage, mais aussi de témoignage, pour informer l'opinion publique des drames qui se jouent en Méditerranée. Contrairement à ce que certains veulent faire croire, ce ne sont pas des « envahisseurs » ou des « profiteurs » qui tentent de rejoindre l'Europe : ce sont des victimes de gangs de passeurs qui, après les avoir exploité et dépouillé, les entassent sur des embarcations de fortune pour s'en débarrasser. Nous voulons faire pression sur les États et les organisations internationales afin qu'ils prennent la mesure de la tragédie que vivent les réfugiés et qu'ils leur viennent en aide. En l'absence de réaction politique, nous faisons appel à la générosité des citoyens européens afin de financer nos opérations : une semaine en mer revient à 77 000 euros.



Vous pouvez soutenir SOS Méditerranée et suivre les missions de l'Aquarius sur le site www.sosmediterranee.fr

SOS Méditerranée est une jeune association civile de sauvetage en haute mer, créée en 2015 dans un élan de la société civile européenne. « Nous ne pouvons accepter que des milliers de personnes meurent en mer sous nos yeux, aux portes de l'Europe, sans rien faire. Notre action de sauvetage en mer répond à un impératif moral et légal, alors qu'il est possible de sauver des vies. Il faut réunir des moyens et agir pour mettre fin à cette tragédie », déclaraient les co-fondateurs, Klaus Vogel et Sophie Beau, le 9 mai 2015, lors de la création du mouvement européen SOS Méditerranée à Berlin.